

REGARD RETRO-PROSPECTIF SUR LES CRISES IVOIRIENNES DE 1993 A 2011

Kouamé Sylvestre KOUASSI

Enseignant-chercheur au Département de Géographie
Université Alassane Ouattara de Bouaké
Côte d'Ivoire
kouamsylvestre@yahoo.fr

Contents:

1. INTRODUCTION.....	129
2. LE CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE	131
3. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIO-POLITIQUE DE 1960 A 1993.....	132
4. LE PROCESSUS DE CRISPATION DE LA SOCIETE IVOIRIENNE	135
5. LES GRANDES TENDANCES DE LONG TERME DES CRISES IVOIRIENNES.....	142
6. LES IMPACTS TERRITORIAUX DES CRISES SUCCESSIVES.....	146
7. CONCLUSION.....	148
8. RÉFÉRENCES.....	148

Cite this document:

Kouassi, K.S., 2013. Regard retro-prospectif sur les crises ivoiriennes de 1993 à 2011. *Cinq Continents* 3 (8): 127-149 [Available online] URL :
http://www.cinqcontinents.uv.ro/3/3_8_Kouassi.pdf

Regard retro-prospectif sur les crises ivoiriennes de 1993 a 2011

Kouamé Sylvestre Kouassi

Retrospective view of the Ivorian crises from 1993 to 2011. At the independence, Ivory Coast is led by Felix Houphouët Boigny with a system of single party, the PDCI-RDA. The country enjoys political stability which is about the "Ivorian miracle". The economic upturn that knows a halt in 1979 led to social unrest, which later lead the President to re-establish a multiparty system in 1990. Even relative, peace has been preserved. The death of the father of the nation at December 7 of the year 1993 marks the beginning of a turbulent period characterized among other things by the division of the "heirs" meeting within the PDCI-RDA, the coup of 1999 and the bursting of the socio-political military crisis in 2002. The 2010 elections considered like the end of the long crisis will cause over 3,000 deaths due to severe post-electoral crisis that followed. What can we read today of these successive crises? What are the main factors and actors that have characterized the last twenty years of crisis? How are they structured the country? Our approach is backward looking. It is to see through a systematic analysis of past and present how Ivory Coast reached the current situation in order to draw lessons for the future.

Keywords: Ivory Coast, crisis, democracy, retrospective, prospective.

Regard retro-prospectif sur les crises ivoiriennes de 1993 a 2011. La Côte d'Ivoire indépendante est dirigée par Félix Houphouët Boigny avec un système de parti unique, le PDCI-RDA. Le pays connaît une stabilité politique qui fait parler du « miracle ivoirien ». Cette embellie économique qui connaît un coup d'arrêt en 1979 conduit à des remous sociaux qui amènent plus tard le Président à ré-instituer le multipartisme en 1990. Même relative, la paix a su être préservée. La mort du père de la nation le 07 Décembre 1993 marque le départ d'une période tumultueuse caractérisée entre autres par la division des « héritiers » réunis au sein du PDCI-RDA, le coup d'Etat de 1999 et l'éclatement de la crise socio-politique armée en 2002. Les élections de 2010 dites de sortie de crise vont causer plus de 3.000 morts suite à la grave crise post-électorale qui s'ensuit. Quelle lecture pouvons-nous faire aujourd'hui de ces crises successives ? Quels sont les principaux facteurs et acteurs qui ont caractérisé ces vingt dernières années de crises ? Comment ces dernières ont-elles structuré le territoire national ? Notre approche est rétro-prospective. Il s'agit de voir à travers une analyse systémique du passé et du présent comment la Côte d'Ivoire est parvenue à la situation actuelle afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, crise, démocratie, rétrospective, prospective.

1. INTRODUCTION

L'année 1960 est considérée par nombre d'observateurs comme « l'année de l'Afrique » car 18 colonies de l'Europe accédaient en quelques mois à la souveraineté et à la reconnaissance internationale en tant qu'États [1]. Cette accession à l'indépendance a constitué pour les nationaux la fin de l'oppression coloniale et l'entrée triomphale dans une ère de prospérité économique et de paix sociale. Les jeunes États et leurs dirigeants étaient amenés à répondre aux immenses aspirations de leurs populations. Au nombre des enjeux de l'après-indépendance, figuraient en bonnes places les questions économiques et politiques notamment celles relatives à la paix et à la sécurité dans ces pays [2]. L'optimisme des premières années se heurta à nombre de difficultés, aussi bien politique (coups d'État, guerres civiles), économique et sociale (endettement, pauvreté, chômage). Les nouveaux gouvernants ont majoritairement déçu par l'application d'une politique sociale et économique déconnectée des attentes de populations assoiffées de stabilité, de sécurité et de prospérité. L'allusion constante aux complots dans les jeunes États par « les pères de l'indépendance » a été un prétexte couramment utilisé par ceux-ci pour diriger le peuple avec autorité et donc justifier leurs pratiques musclées.

Les résultats n'ont pas tardé et à Yves Lacoste d'observer que « *lorsque les médias évoquent l'Afrique, c'est traditionnellement à propos de sa pauvreté chronique, de la famine qui frappe certaines régions et menace beaucoup d'autres. Depuis une dizaine d'années, surtout depuis le génocide perpétré en 1991 au Rwanda, c'est en raison de la multiplication de « conflits ethniques » (Soudan, Congo, Liberia, Sierra Leone) qui se transforment en atrocités spectaculaires faisant des centaines de milliers de victimes que l'Afrique fait hélas partie de « l'actualité ». (...) Ces représentations ne sont malheureusement pas sans rapport avec les réalités. L'Afrique au sud du Sahara est la partie du tiers-monde dont les progrès depuis la décolonisation ont été les plus faibles et dont l'évolution est somme toute négative (...)* » [1].

La plupart des pays africains étaient, à la fin des années 1980, dans cette situation alarmante en dépit des importantes sommes reçues des partenaires internationaux notamment la France dans le cadre de l'aide au développement. Ce décalage entre les ressources disponibles et les résultats obtenus va conduire ces acteurs économiques à recadrer leur politique d'appui; la démocratie devient la condition *sine qua non* pour bénéficier des soutiens financiers dont sont désormais liés ombilicalement les pays africains. Le discours de François Mitterrand au sommet de La Baule en 1990 a ouvert l'ère de la conditionnalité de l'aide extérieure. Plusieurs pays africains se sont alors engagés dans la voie de la transition démocratique, en accédant au multipartisme, en accordant des garanties au citoyen face au pouvoir, et en rééquilibrant le pouvoir entre législatif et exécutif, et entre le chef de l'Etat et le Premier ministre. La démocratie est alors perçue comme le passage obligé pour rentrer dans la félicité, la

quiétude sociale généralement admise comme « norme » dans les pays d'anciennes démocraties. Mais, cette nouvelle ère de démocratisation à laquelle n'étaient suffisamment pas préparés ces jeunes Etats sera marquée par de nombreuses crises socio-politiques qui vont davantage les fragiliser. En effet, l'application du discours de la Baule butait sur des habitudes de gouvernance de trente années de système monopartite, le faible niveau d'alphabétisation des populations et la crise économique qui perdurait dans ces Etats. En fin de compte, la tentative de démocratisation a plutôt créé de nouveaux problèmes de développement à ces pays d'Afrique francophone.

En Côte d'Ivoire, les trois premières décennies de la phase nationale ont été caractérisées par un climat de paix et de stabilité garanti par une gestion quasiment autocratique du pouvoir par le Président Félix Houphouët Boigny. Ce qui a facilité sa prospérité économique pour en faire l'eldorado de la sous-région ouest africaine. Mais face au discours de la Baule auquel on peut associer la crise économique lancinante qui secoue le pays depuis bientôt une décennie, la tentative d'application des exigences de cette « démocratie imposée » a donné le ton d'une ère marquée par des crises qui s'accroissent depuis la mort du « père fondateur » de la nation ivoirienne, en 1993. Durant ces deux dernières décennies de turbulences, les légères accalmies constatées, le temps d'une nouvelle crise, ont fait croire à plus d'un observateurs que cela n'était point une menace pour la paix et que cette période de perturbation était juste un faux pas sur le chemin de notre destin de pays de paix, « pays béni de Dieu ». Les constants arrangements politiques pour traiter ces crises ont fait perdre de vue la nature conflictuelle qui était en train de s'installer de façon structurelle dans le tissu social et politique de la société ivoirienne.

Ainsi, après la meurtrière querelle post-électorale qui était censée marquer la fin d'une décennie de crise, l'accalmie actuelle ne doit pas constituer un appât qui nous conduise à nous installer dans le conformisme habituel. Elle doit être plutôt porteuse de réflexions sur cette période tumultueuse de l'histoire commune de la Côte d'Ivoire afin de déceler les facteurs ou les déterminants de ces crises successives. D'où l'intérêt de cette étude rétrospective sur ces crises qui ont secoué le pays depuis la mort du président Félix Houphouët Boigny. La problématique de cet article s'articule autour de la question principale de recherche suivante :

Comment la démocratie, vantée par les occidentaux comme la « norme » d'accès au développement, peut-elle être source d'instabilité politique dans nos Etats africains encore peu préparés à ce nouveau mode de gouvernance ?

Les questions secondaires qui découlent de cette préoccupation fondamentale sont :

- Comment la démocratisation annoncée comme le fondement d'une prospérité socio-économique ainsi que d'une stabilité et sécurité durables a-t-elle engendré de nouvelles violences dans la plupart des pays africains notamment la Côte d'Ivoire ?

- Comment le processus de délitement de la société ivoirienne, pourtant forgée dans le moule de la paix depuis l'accession du pays à l'indépendance, s'est-il opéré dans le temps ?

- Comment ces deux décennies de crise ont-elles affecté l'organisation du territoire ivoirien ?

Pour répondre à ces questionnements, notre texte est structuré en quatre parties qui portent (1) sur une présentation du contexte social avant l'année charnière de 1993, (2) l'analyse du processus de crispation de la société ivoirienne, (3) l'identification des grandes tendances qui ressortent de ce processus, et enfin (4) de l'impact de ces crises sur l'espace ivoirien.

2. LE CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

Au niveau théorique, cette étude privilégie trois (3) entrées qui sont singulières les unes des autres mais tout aussi convergentes :

Il s'agit premièrement de l'approche systémique. Le système se définit comme « *un ensemble d'éléments en interaction dynamique, organisés en fonction d'un but* » [3]. De la multiplicité des travaux qui caractérisent cette théorie, nous voulons nous appuyer sur le modèle défendu par le géographe Guy Di Méo [4]. Dans cette approche, le système est subdivisé en deux (2) structures qui sont la Superstructure à l'étage supérieur et l'Infrastructure à l'étage inférieur. Elles sont composées chacune de deux entrées qui sont respectivement l'Etat et la Société qui sont du domaine idéologique, le Développement et le Territoire qui sont explicitement du domaine physique. Ces deux structures ont des relations dialectiques fonctionnelles entre elles. Ainsi, l'analyse de la crise ivoirienne par l'entrée Etat permet d'expliquer la crise de la société, la crise du développement et enfin la crise du territoire. L'avantage essentiel de l'approche systémique est d'offrir un cadre de référence flexible pour l'étude de la complexité, comme c'est le cas des crises ivoiriennes qui sont multiformes et qui connaissent des mutations continues.

La deuxième entrée est celle de l'analyse rétrospective qui s'inspire nettement de l'approche systémique. Etape pionnière de l'approche prospective, elle mobilise tous les ingrédients de la « *grammaire prospective* » pour comprendre la situation actuelle par une analyse systémique du passé et du présent [5]. En effet, la réflexion sur l'avenir qu'est la prospective nous instruit que la compréhension du passé est essentielle pour lire le présent et écrire le futur car elle renferme toujours d'éléments pertinents, encore valables pour auditer le présent. Le futur ne naissant pas du néant, il est en grande

partie dicté par le passé et le présent. C'est pourquoi, l'approche prospective par l'entrée de la rétrospective est appropriée pour analyser les crises répétitives qui ont secoué pendant près de deux décennies la Côte d'Ivoire afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

La troisième entrée interroge les théories contemporaines de la démocratie et notamment la théorie normative de la démocratie [6]. C'est l'approche d'Axel Honneth appliquée aux conflits sociaux qui est sollicitée pour analyser les « vingt tumultueuses » de l'histoire ivoirienne. En effet, l'approche Honnethienne montre que tout conflit social trouve son originalité dans une lutte sociale nourrie par l'expérience d'une situation vécue comme injuste. Celle-ci s'exprime dans une revendication sociale dans la mesure où elle se réfère à des attentes normatives non satisfaites. Cela survient lorsqu'un groupe occupant une position particulière dans la structure sociale s'estime dominé et s'inscrit dans une action transformatrice. La pertinence de cette approche ici se justifie par les résultats des nombreuses études qui ont porté sur l'analyse des crises ivoiriennes qui trouvent leur explication dans des motivations identitaires ou d'injustice sociale [7, 8, 9, 10]. Cette approche sera donc utile pour mieux comprendre et décrypter les raisons profondes des crises ivoiriennes.

Au niveau méthodologique, cette étude privilégie l'approche qualitative en analysant le processus de déroulement de ces crises pour en connaître les facteurs et acteurs structurants. Pour la réalisation de ce travail, nous avons analysé d'une part les faits observés durant les différentes crises étudiées. D'autre part, nous nous sommes inspirés des résultats de travaux scientifiques existants sur ces crises, d'articles de presse et de discours d'acteurs de ces bifurcations sociales. Ces différentes techniques de collecte de données ont permis de procéder à des recoupements de récits relatifs à ces crises qui ont émaillé le parcours de la Côte d'Ivoire depuis la mort de son « père fondateur » en 1993.

3. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIO-POLITIQUE DE 1960 A 1993

La Côte d'Ivoire qui fait l'objet de cette étude est située en Afrique de l'Ouest entre les 4^e et 10^e latitudes Nord et les 0 et 10^e longitudes Ouest (Figure 1).

Il accède à l'indépendance le 7 Août 1960 après plus d'un demi-siècle de colonisation française. Cette rétrospective qui a pour objet de comprendre comment ce pays, jadis havre de paix, est arrivé à la situation actuelle, porte sur les trois premières décennies de la phase nationale. Elle sera segmentée en trois périodes au regard de l'histoire socio-économique et politique de la Côte d'Ivoire. Il s'agit en premier lieu des « vingt glorieuses » qui ont fait parler du miracle ivoirien, ensuite de la décennie 1980-1990 et enfin de la courte mais tumultueuse période qui part jusqu'en 1993.

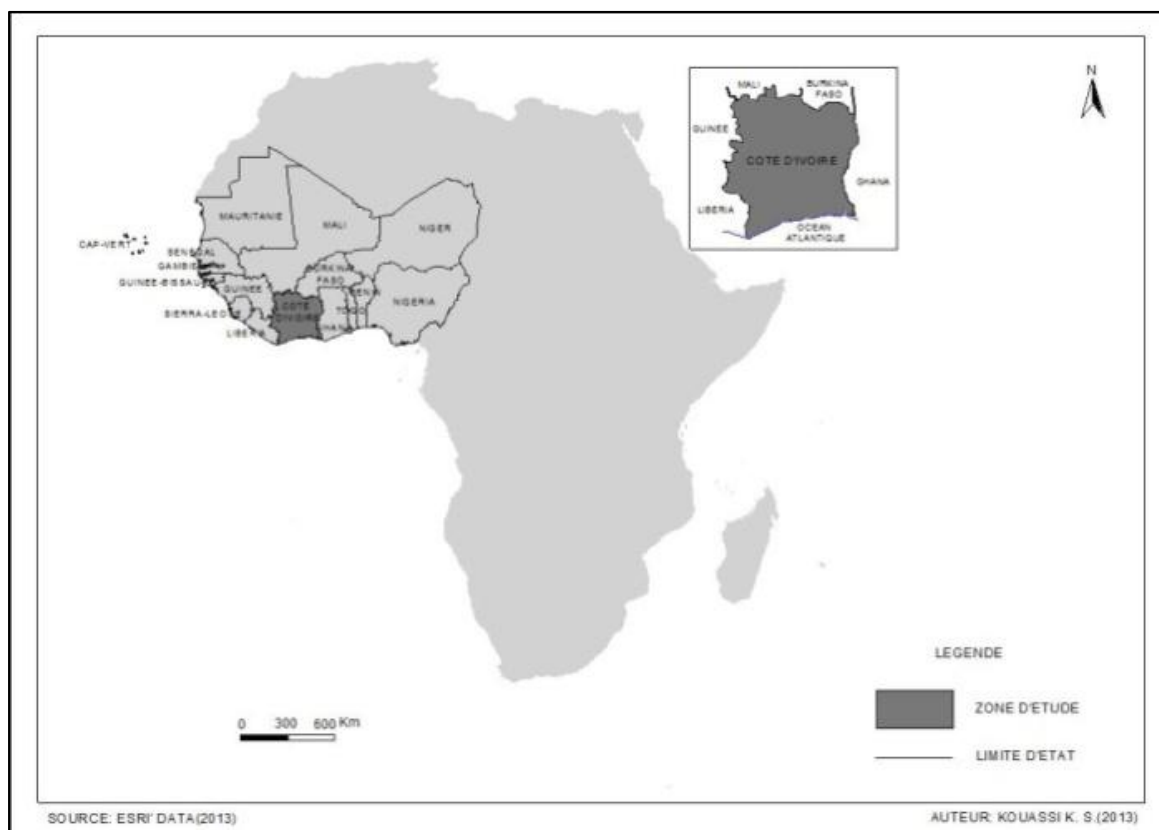


Figure 1. Situation de la Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest

1960-1980 : Les « vingt glorieuses » marquées par la prospérité financière et la stabilité politique

Cette période d'après indépendance est celle de la stabilité et du consensus politique. En effet, le pouvoir politique est dominé par l'exécutif, notamment par un Président de la République omniprésent à tous les maillons de la chaîne des décisions. Il exerce un pouvoir total sur les principaux leviers du pouvoir que sont : le parti unique, l'armée et le Syndicat unique des travailleurs. Dans ce contexte, il y'a une confusion totale entre le Président de la République et l'Etat. Néanmoins, la stabilité politique est l'un des traits caractéristiques de cette époque. Elle a été préservée grâce au régime autocratique du Président Houphouët Boigny qui ne tolérait aucune contradiction politique. Cette stabilité a favorisé une crédibilité et une confiance qui ont stimulé l'investissement privé. Le pays connaît des performances économiques avec un taux de croissance réelle élevé (7,3%). Le niveau d'activité et de demande des exportations ivoiriennes de la part des partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire était en hausse (+6,4%) [11]. Cette embellie économique fait parler du « miracle ivoirien » avec un PIB qui avoisine 8% en moyenne [8]. Ces deux décennies sont caractérisées par un taux d'accumulation du capital bien supérieur au taux de la croissance démographique.

L'amélioration des conditions de vie des populations qui s'ensuit sera sapée par la crise financière des années 1980.

1980-1990 : La crise financière et les programmes d'ajustement structurel

Le pays connaît en 1980 sa première tentative de démocratisation politique à travers des élections municipales et législatives au sein du parti unique. Mais cette ouverture s'accompagne d'une situation socio-économique qui se dégrade. En effet, après deux décennies de prospérité ininterrompue, la crise économique et financière survient en Côte d'Ivoire. De 1978 à 1979, le pays vit une crise qui provoque une récession économique avec un taux de croissance inférieur de moitié (3,7%) à celui de la période précédente, une forte inflation (12,1%), un déficit du budget national et de la balance des paiements, une montée rapide de l'endettement public extérieur. Cette crise va conduire au premier plan d'ajustement structurel en 1981. Cette nouveauté réside dans l'irruption des institutions de Bretton-Woods sur la scène de la politique économique et financière du pays. En effet, avant 1981, ces institutions avaient un engagement financier relativement réduit et une influence limitée dans le pays à travers des projets qui n'exigeaient pas de réformes préalables du cadre et des politiques macroéconomiques. En revanche, les politiques de stabilisation et d'ajustement mises en œuvre à partir de 1981 exigent non seulement des modifications du cadre macroéconomique, mais prescrivent aussi des réformes sectorielles, structurelles et institutionnelles [11, 8]. Le pays observe un rebond de 1984 à 1986 mais, au même moment, le poids de la dette s'alourdit. Ainsi, à partir de 1987, le pays luttait pour éviter la faillite. Les termes de l'échange se sont détériorés en cette année, en raison de la baisse du dollar et des cours mondiaux du cacao et du café, ce qui a entraîné une réduction de croissance et de l'investissement public. De nombreuses réformes ont été menées et de nouveaux accords de confirmation ont été signés en 1988 et 1989 avec le Fonds Monétaire International. Le programme de 1989 poursuivait deux objectifs : réduire les prix au producteur du cacao et du café et baisser les salaires de la fonction publique. Les prix au producteur furent réduits de moitié en septembre 1989. Mais la résistance sociale empêcha l'application de la seconde mesure. Au cours de cette période, le niveau de vie des ivoiriens connaît une dégradation au regard de la prospérité précédente. Cette situation va accentuer la crise financière et sociale qui prévalait déjà dans le pays.

1990-1993 : La rupture du consensus politique et le renouveau démocratique sous fond d'aggravation de la crise financière.

Le pays est marqué par une crise financière persistante que les programmes d'ajustement structurel ne parviennent pas à juguler. Entre 1989 et 1991, la Banque

Mondiale a appuyé les efforts de réformes du gouvernement à travers six prêts et crédits d'ajustement structurel. En dépit de ces accords, la crise financière a dominé le début des années 1990. A la lumière des déséquilibres structurels causés par les chocs extérieurs et les politiques internes, il apparaissait que les efforts d'ajustement étaient insuffisants. Ils semblaient également tardifs à cause de leurs coûts politiques et sociaux. Du point de vue politique, l'année 1990 marque la rupture du consensus socio-politique avec la ré-institution du multipartisme suite aux difficultés économiques qui induisent des remous sociaux et politiques. De nombreux partis politiques comme le FPI, l'USD, le PIT voient le jour. Aux élections présidentielles de 1990, le « père fondateur » a eu à faire face, pour la première fois, à un concurrent qui est Laurent Gbagbo. Le pays connaît un renouveau démocratique : la société civile s'organise, les partis politiques, la presse libre, les syndicats comme la puissante Fédération Estudiantine Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) et celui des enseignants du supérieur (SYNARES) ainsi que les organisations professionnelles se multiplient et se développent en vue de marquer le nouveau paysage socio-politique. Avec le multipartisme, des changements constitutionnels créent un poste de Premier Ministre qui propulse au devant de la scène politique, Alassane Dramane Ouattara, gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par ses réformes, il a empêché l'effondrement de l'économie et du régime. En effet, le dialogue avec les institutions de Bretton-Woods a été facilité par cet acteur habitué aux arcannes de la finance internationale et dont la volonté de réforme donnait confiance [8]. Il dirige le pays jusqu'au décès du Président Houphouët Boigny en décembre 1993 dans un environnement marqué par le pluralisme politique, une grave crise économique que le pays n'arrive pas à juguler depuis plus d'une décennie. Celle-ci est alimentée par les remous sociaux nés des effets impopulaires de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel initiées par les institutions de Bretton-Woods. C'est le point de départ d'une longue période de tension dans la société.

4. LE PROCESSUS DE CRISPATION DE LA SOCIETE IVOIRIENNE

La réalisation effective de ce processus de démocratisation devrait permettre une certaine stabilité politique et une consolidation des acquis démocratiques. Paradoxalement, la Côte d'Ivoire réputée pour sa stabilité politique durant les trois premières décennies du règne du parti unique, a basculé dans l'instabilité politique depuis son adhésion au système démocratique avec l'émergence de crises récurrentes durant ce qu'il conviendrait d'appeler les « vingt tumultueuses » en opposition aux « vingt glorieuses » du miracle ivoirien.

De 1993 à 1999 : la guerre des héritiers

Après trente trois années de règne sans partage, le « père fondateur » de la Côte d'Ivoire indépendante décède le 07 Décembre 1993. Sa succession ne se fait pas sans heurts entre son dauphin constitutionnel qui est le Président de l'Assemblée Nationale et son Premier Ministre qui avait pris l'habitude de remplacer le « Vieux » à chacune de ses nombreuses et longues absences durant les trois dernières années de sa vie. Finalement, c'est la constitution qui est appliquée et le Président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, assure la succession. Cette décision qui n'est pas du goût des partisans du Premier Ministre sortant, Alassane Ouattara, va provoquer le départ de ceux-ci du plus vieux parti politique du pays, le PDCI-RDA, pour créer le Rassemblement des Républicains (RDR) en 1994.

A compter de ce moment, la situation socio-politique déjà précaire et la cohabitation tranquille entre communautés vont se dégrader. Entre autres raisons, le régime Bédié, se sentant menacé par l'appétit politique d'Alassane Ouattara, va entreprendre une vaste campagne pour prouver à la communauté nationale et internationale que ce dernier est étranger et ne peut donc prétendre au fauteuil présidentiel. Déjà, pour l'élection présidentielle de 1995, une disposition avait été ajoutée au code électoral pour que sa candidature soit écartée, au motif qu'il n'était pas "né de père et de mère ivoiriens de naissance" [10]. Ces dites élections furent boycottées par le groupement politique, le Front Républicain, né de l'alliance entre le FPI de Laurent Gbagbo et le RDR d'Alassane Ouattara [8]. Dans le même temps, le président et ses partisans, appuyés par un groupe d'intellectuels, lancent en 1996 le slogan de "l'ivoirité", terme forgé bien des années plus tôt mais qui n'avait pas eu d'écho. Reposant pour certains sur une conception positive de la nationalité ivoirienne, le concept est rapidement instrumentalisé par le pouvoir qui s'en sert pour légitimer son autorité. Au nom de "l'ivoirité", les "vrais" nationaux, nés de parents ivoiriens, revendiquent des droits dont sont exclus les étrangers et tous ceux qui sont naturalisés ou qui ne peuvent prouver la nationalité de leurs parents [12]. L'interprétation divergente qu'en font les acteurs politiques va détruire l'unité nationale. A certains épisodes, l'ingrédient religieux fut associé au discours politique pour expliquer le refus de la candidature du Premier Ministre Alassane Ouattara originaire du nord musulman [10]. Durant cette période, les principaux bras séculiers des partis d'opposition sont la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) et le Syndicat National de la Recherche et des Enseignants du Supérieur (SYNARES).

Dans le même temps, la Banque mondiale exigeait la "sécurisation" des terres, c'est-à-dire le retour au droit foncier de type occidental avec cadastrage et titres de propriété en bonne et due forme. La loi foncière, votée dans ce sens en 1998, fut appliquée sans trop de précaution. Faisant prévaloir le droit du sang, elle marginalisait

ceux qui avaient cru acheter leurs terres. Un grand nombre de conflits, souvent meurtriers, entre autochtones et non-autochtones, c'est-à-dire étrangers ou migrants ivoiriens s'ensuivirent [10].

A l'approche des nouvelles élections présidentielles de 2000, Bédié continue de manier le bâton contre Ouattara et son parti. Le feuilleton politico-judiciaire autour de la nationalité de l'ancien Premier ministre – avec comme point d'orgue, le mandat d'arrêt lancé contre celui-ci pour « usage de faux » – s'est conjugué avec l'arrestation, le 27 octobre 1999, des principaux dirigeants du RDR. Ouattara contraint à l'exil, ses principaux collaborateurs en prison ; Bédié croyait bien s'être prémuni contre tout risque de candidature du président du RDR. Mais ce qu'il a omis, c'est que ces pratiques répressives et le recours à des subterfuges politiques contribuaient à enfoncer un peu plus la Côte d'Ivoire dans la crise, les partisans de Ouattara se sentant de plus en plus exclus de la communauté nationale. Autant dire que tous les ingrédients d'une déstabilisation du pays étaient réunis. L'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Francis Lott, en observateur averti écrivait ainsi, en juillet 1999, dans une analyse d'une grande lucidité que « *le débat politique dérape et menace les fondements de la stabilité de l'État* » [13]. Sauf le Président Bédié qui faisait toujours preuve d'une myopie politique. Bertrand de Jouvenel ne disait-il pas à raison que « l'avenir est caché à celui qui refuse de voir le présent » [14]. Le discours politique musclé qu'il prononce, le 22 Décembre 1999 à deux jours du coup d'Etat, devant l'Assemblée nationale en est la parfaite illustration. Alors qu'on s'attendait à ce que le chef de l'État choisisse la voie de l'apaisement, en annonçant, par exemple, la libération des responsables du RDR, il a privilégié la logique de la confrontation, aggravant un peu plus le climat de tension dans le pays. Cette situation constituait un terreau propice au conflit social dont l'approche Honnethienne confirme l'existence quand « un groupe social occupant une position particulière dans la structure sociale s'estime dominé et revendique une action transformatrice » [6]. Cette sensation de frustration qui animait les étudiants, les partis d'opposition notamment le RDR, les communautés ivoiriennes musulmanes et les immigrés ouest-africains et enfin les militaires qui exigeaient le rétablissement de leurs droits, appelait inéluctablement cette « action transformatrice ». D'où le déclenchement des événements qui ont entraîné la chute du régime Bédié le 24 décembre 1999.

La courte période de 1999 à 2000 : l'intrusion bruyante de la grande muette sur la scène politique

Au départ, la révolte d'une poignée de soldats réclamant le paiement d'arriérés de soldes. À l'arrivée, le renversement de l'un des régimes réputés les plus stables du continent. Les auteurs de cette opération spectaculaire, qui ont séjourné onze mois à Bangui, entendent obtenir le paiement d'arriérés de soldes et de primes et, au-delà,

l'amélioration de la situation des hommes du rang. Le 24 décembre 1999, le Général Robert Guéï qui se présente comme le « porte-parole » des insurgés, annonce la destitution du chef de l'État, la dissolution de l'Assemblée nationale, du gouvernement, du Conseil constitutionnel et de la Cour suprême. Un Comité National de Salut Public (CNSP) de neuf membres – tous militaires – sera constitué dans la journée [15].

Quatre décennies après son accession à l'indépendance, le pays de Félix Houphouët-Boigny, réputé pour sa stabilité politique, a vécu un brutal changement de régime. Dans ce pays jusqu'ici épargné par le « pouvoir kaki », la grande muette, par son irruption très remarquée sur la scène politique, venait d'inscrire la Côte d'Ivoire sur la longue liste des pays abonnés aux coups d'Etat.

Les urgences qui se présentent rapidement au Général putschiste sont de remettre la Côte d'Ivoire au travail et, surtout, renouer au plus vite avec les bailleurs de fonds. Il doit également maintenir la fragile unité et la cohésion du mouvement militaire qui a rendu la révolution possible [15].

Ce dernier défi ne sera pas relevé car très rapidement, des dissensions éclatent entre les pères de la révolution suite au désir de plus en plus affiché du Général Guéï de se présenter aux prochaines élections présidentielles. Cela ne rencontre pas l'adhésion de certains de ses plus proches collaborateurs. La période de transition militaire sera alors émaillée de plusieurs tentatives de coups d'Etat. Les auteurs de ces opérations sont considérés comme des proches d'Alassane Ouattara qui est constamment cité dans chacun de ces projets anti-démocratiques. L'armée est fortement marquée par la division des acteurs politiques ivoiriens : des pro-Ouattara, des pro-Gbagbo, des pro-Guéï et de moins en moins de pro-Bédié suite à la chasse aux sorcières qui suivit son éviction du palais présidentiel.

C'est dans cet environnement emprunt de suspicion qu'interviennent les élections présidentielles de 2000. Le climat pré-électoral sera encore plombé par l'éternelle question des conditions d'éligibilité. C'est ainsi que la nouvelle Constitution devant être soumise à référendum polarisa l'attention sur un seul article : le futur président de la République devait-il être né de père ET de mère, ou bien de père OU de mère ivoiriens de naissance ? Après de multiples revirements, le "ET" fut finalement inscrit dans le texte [10]. Avec une participation de 65,05%, les résultats du référendum des 23 et 24 juillet 2000 donnèrent 86,5% de OUI pour la nouvelle constitution.

Sur cette nouvelle base, la Cour suprême trancha le 6 octobre 2000, en écartant 12 des 17 prétendants. Sur les cinq candidats considérés comme éligibles, il y avait le général Robert Guéï et le leader du FPI, Laurent Gbagbo, mais plus aucun représentant des autres grands partis notamment le RDR et le PDCI. Cette élection considérée de « mascarade » enregistra une faible participation (37,4%) et, après une gigantesque manifestation de rue pour s'opposer à la tentative du Général candidat de s'imposer

victorieux, Laurent Gbagbo fut finalement déclaré élu au premier tour avec 59,3% des voix, contre 32,7% à Robert Guéï qui fut contraint à la fuite [10].

Cette élection qui fut considérée de « calamiteuse » par le nouveau Président Laurent Gbagbo contribua à affaiblir davantage les fondements déjà vacillants de l'Etat. Par ailleurs, elle renforça le sentiment d'exclusion dont s'estimait une bonne frange de la population ivoirienne.

Les années « élections locales » du nouveau régime FPI

Les élections législatives de Décembre 2000 encouragées par la communauté internationale devaient permettre de recréer le consensus autour du processus démocratique. Mais la Cour suprême écarta, le 30 novembre 2000, la candidature d'Alassane Ouattara dans son fief familial de Kong, au motif qu'il n'était pas fils d'Ivoiriens de naissance. Cette décision fit l'effet d'une bombe : "Trop c'est trop" titra le quotidien *Le Patriote* dans son édition du 4 décembre 2000, illustrée d'une carte figurant la Côte d'Ivoire déjà coupée en deux.

Il était néanmoins prévu un quatrième acte : les élections municipales. Organisées le 25 mars 2001, ces élections furent marquées par une participation sensiblement plus forte : 39,3%. Ouverte à tous, cette consultation profita au RDR qui rassembla 27,2% des voix, contre 26,9% au PDCI, 25,2% au FPI et 21,1% aux "indépendants" et à l'UDPCI (parti de Robert Guéï). Dès le lendemain du scrutin, la presse proche du pouvoir en place qui venait de perdre ces élections réactiva le concept d'ivoirité en dénonçant le "vote étranger", c'est-à-dire en prétendant que les électeurs du RDR étaient majoritairement des *Dioula*, donc potentiellement des étrangers. Les listes électorales furent alors stigmatisées, et le gouvernement de Laurent Gbagbo décida de les réviser et de délivrer de nouvelles cartes d'électeur dites "sécurisées". Le débat fut vif pendant plus d'un an. Lorsque les Ivoiriens furent invités à participer aux élections départementales le 07 juillet 2002, il manquait plus d'un million de cartes, soit 20% du corps électoral. Les esprits restent toutefois marqués par le chiffre de près de quatre millions d'électeurs (72%) qui ne s'étaient pas rendus aux urnes, dont une bonne partie des habitants du nord pour des raisons d'exclusion "identitaire" [10].

À l'issue de ces différents scrutins biaisés, le processus démocratique paraissait fort grippé. Les populations originaires du nord avaient constamment l'impression de ne pas être considérés comme des ivoiriens mais des étrangers. Pour preuve, elles décidèrent de chasser tous les représentants d'un Etat « étranger » de leurs zones à la faveur des élections législatives quand la candidature de leur leader Alassane Ouattara fut refusé pour faute de preuve de la nationalité ivoirienne de ses parents. Ce sentiment constant d'exclusion alimenté par une décennie de débat sur la nationalité a mis fortement à mal l'unité nationale. Le changement réclamé par ces populations pour le

rétablissement de leurs droits est à la base de cette nouvelle tentative de coup d'Etat lancée du nord du pays dans la journée du 19 septembre 2002 qui secoua la Côte d'Ivoire.

De 2002 à 2011 : la radicalisation de la crise ivoirienne

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, quelques centaines d'hommes armés venus du nord du pays avaient attaqué plusieurs camps de police, de gendarmerie, de l'armée, avant d'être repoussés et de se replier sur Bouaké (environ 350 km d'Abidjan). Les combats avaient fait trois cents morts, dont le ministre de l'Intérieur de Laurent Gbagbo et le général Robert Gueï, auteur du coup d'Etat du 24 décembre 1999. La "guerre" ne dura en réalité que 29 jours.

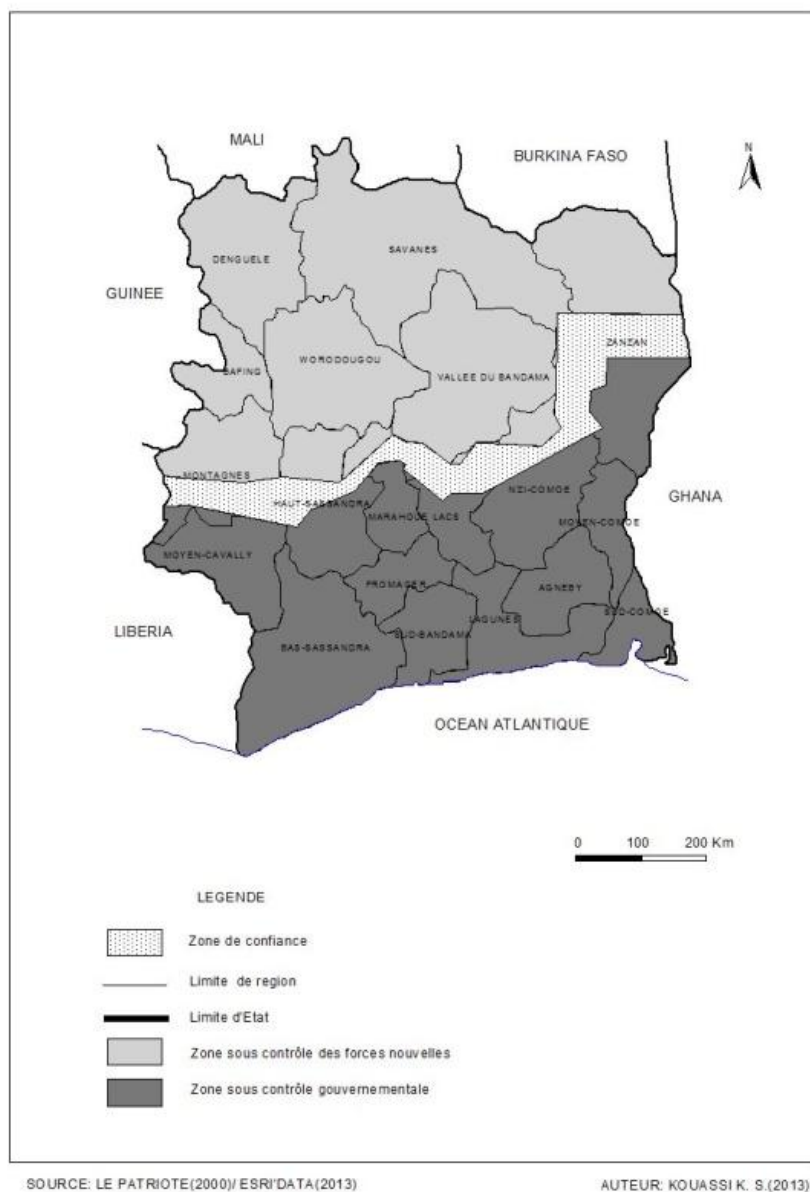


Figure 2 : Partition de la Côte d'Ivoire suite à la crise socio-politique de 2002

Les troupes loyalistes et rebelles ne s'affrontèrent jamais frontalement. Présentes sur le terrain, les troupes françaises figèrent la ligne de démarcation au niveau où le premier accord de paix (Accra I, 3 octobre 2002) avait stabilisé les forces antagonistes. Entre les 10 départements du nord tenus par les rebelles et les 48 départements du sud contrôlés par les loyalistes, une ligne de non-franchissement fut tracée, élargie ensuite en une "Zone de confiance" où les soldats français patrouillaient. Même sans réussir tout à fait puisqu'Abidjan ne tomba pas, cette tentative conduisit à la partition du pays. Le scénario écrit par le *Patriote* vingt mois plus tôt se réalisa (Figure 2).

Après les échecs des tentatives de sortie de crise engagées par la communauté internationale, le Président Laurent Gbagbo manifesta l'intention de proposer lui-même un plan de sortie de crise ivoiro-ivoirien : ce fut le "dialogue direct", c'est-à-dire la main tendue à l'ex-rébellion pour essayer de résoudre les deux gros problèmes en suspens, à savoir le désarmement et l'établissement des listes électorales. Cette stratégie aboutit à l'accord de Ouagadougou le 04 mars 2007, puis à la nomination de Guillaume Soro au poste de Premier ministre. Soutenue par l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux, l'accord de Ouagadougou favorisa la mise en place de conditions minimales pour la réalisation d'élections crédibles et acceptées par tous. Il s'agit de la révision des listes électorales et de la délivrance de cartes d'identité nationale à tous sans exclusion. Par contre, le clan présidentiel ne parvint pas à obtenir le désarmement des mouvements rebelles du nord avant d'aller à ces élections.

Contrairement aux élections précédentes d'Octobre 2000, tous les grands partis politiques ivoiriens étaient représentés à celles-ci. Il s'agit notamment du FPI avec Laurent Gbagbo, du PDCI-RDA d'Henri Konan Bédié et du RDR avec Alassane Ouattara qui se présentait pour la première fois à une élection présidentielle en Côte d'Ivoire. Après le premier tour du 30 Octobre, le second tour mit aux prises Laurent Gbagbo de la majorité présidentielle et Alassane Ouattara du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), groupement politique né de l'alliance du RDR, du PDCI, de l'UDPCI du Général Robert Guéï et du MFA d'Anaky Kobenan, un ancien transfuge du FPI. Avec une participation inégalée de près de 80%, ces élections mobilisèrent l'attention de la communauté nationale et internationale.

Malheureusement, les résultats proclamés par la Commission nationale électorale qui donnèrent Alassane Ouattara vainqueur avec plus de 54% des suffrages exprimés furent invalidés par le Conseil Constitutionnel qui proclama le candidat sortant Laurent Gbagbo vainqueur. Cette situation créa un bicéphalisme à la tête de l'Etat de Côte d'Ivoire du 04 Décembre 2010 au 11 Avril 2011. Après une période d'accalmie favorisée par l'accord de Ouagadougou de mars 2007, La Côte d'Ivoire replongeait à nouveau dans une crise avec la contestation des résultats des élections par les deux camps et

notamment par celui de Laurent Gbagbo. Les différents mouvements de protestation contre la confiscation du pouvoir par Laurent Gbagbo furent violemment réprimés par les forces loyales au président sortant. On peut citer entre autres, la marche sur la RTI de décembre 2010 et celle des femmes d'Abobo où six d'entre elles furent froidement abattues. L'ingrédient religieux fut aussi exploité par le clan présidentiel avec les attaques récurrentes des mosquées et l'assassinat de nombreux imams. Toutes ces scènes de violence se déroulèrent sous fond de bataille diplomatique entre les deux camps au niveau de la CEDEAO et ensuite de l'UA. Là encore, ces deux institutions confirmèrent la victoire d'Alassane Ouattara. Mais l'intransigeance de Laurent Gbagbo à ne pas céder le pouvoir engagea la crise sur la voie militaire avec l'affrontement des belligérants du coup d'Etat manqué du 19 Septembre 2002 : les forces de défense et de sécurité (FDS) du clan présidentiel et les mouvements rebelles du nord du pays qui furent fortement rejoints par des FDS qui refusaient la mascarade électorale. Les derniers prirent rapidement le dessus en occupant tout le pays à l'exception d'Abidjan où s'étaient regroupées toutes les forces restées loyales à Laurent Gbagbo en attendant la bataille qui devait inévitablement s'y dérouler. La bataille d'Abidjan dura dix jours. Devant les difficultés des troupes du nord qui soutenaient Alassane Ouattara à faire tomber le régime Gbagbo, il fallu l'intervention des troupes françaises pour parvenir à la capture du président Laurent Gbagbo le 11 avril 2011. Finalement, ces élections qualifiées de sortie de crise occasionnèrent plus de 3000 morts selon les estimations onusiennes. Depuis lors, le pays est retombé à nouveau dans une accalmie qui mérite une analyse des facteurs et acteurs structurants de ces crises successives.

5. LES GRANDES TENDANCES DE LONG TERME DES CRISES IVOIRIENNES

Dans la « grammaire prospective », ces tendances qui traversent le temps sont désignées sous le vocable de « tendance lourde ». Elle désigne un mouvement affectant, sur une longue période, un phénomène dont l'infléchissement est très lent dans la période étudiée [5]. Tout au long de ces vingt années de crise en Côte d'Ivoire, des facteurs ou des acteurs se sont identifiés par leur présence constante à chacune des étapes de ce processus de crispation de la société ivoirienne. Ils ont ainsi, soit accentué la crise, soit considérablement modifié leur dynamique de traitement politique. Il s'agit, entre autres, de la situation socio-économique délétère, des questions de nationalité et du foncier, de la jeunesse notamment estudiantine et enfin de l'armée.

La crise socio-politique qui prévaut dans le pays après la mort du Président Houphouët se déroule sous fond de difficultés économiques lancinantes. L'environnement socio-économique est cancérisé par la mauvaise gouvernance notamment la corruption. En 1998, le régime Bédié est épinglé par la communauté internationale dans « l'affaire des 18 milliards » de l'Union Européenne [16]. Cette

gestion clientéliste des ressources de l'Etat au détriment de la majorité des populations suscite un mécontentement général qui a encouragé le coup d'Etat de 1999 fortement acclamé dans les rues d'Abidjan. Les opposants qui arrivent au pouvoir en 2000 ne font pas mieux. Les nombreux détournements de fonds dans la filière café-cacao étaient là pour attester cet état de fait. Face à la banalisation de la corruption dans les hautes sphères de l'Etat, le numéro 2 du régime, le Président de l'Assemblée nationale Mamadou Koulibaly a publiquement dénoncé en 2009 des barons du camp présidentiel. Cette gestion patrimoniale du pouvoir à laquelle s'associait l'absence d'une politique capable de résorber le chômage et d'accroître la rémunération de la population a eu pour conséquence la paupérisation de la société ivoirienne qui s'est renforcée dans le temps. L'indice de pauvreté a évolué de 10% en 1985 à 32,3 % en 1993, puis 33,6% en 1998, 38,4% en 2002 et 48,9% en 2008 [17]. L'inégalité des revenus s'est aussi accentuée. En 2002, les 10% les plus riches cumulaient 36% du revenu national contre 20% pour les 50% les plus pauvres [18]. Ces distorsions sociales ont toujours exacerbé les mouvements d'agitation populaire qui ont alimenté les différentes crises. Encore ancrée dans la société ivoirienne, la pauvreté constitue un ferment de l'instabilité politique. La mobilité à la recherche de terres pour un mieux-être constitue pour certaines populations la solution toute trouvée.

Dans cette quête, le foncier et la nationalité ont de tout temps été au cœur des problématiques de dysfonctionnement de la Côte d'Ivoire. En effet, de la guerre de succession en 1993 à la crise post-électorale, la question singulière de la nationalité a toujours envenimé les débats politiques. Pour preuve, les mouvements rebelles du nord justifient la prise des armes en 2002 par le non règlement de la question de la nationalité restée toujours pendante. Le leader de la rébellion, Guillaume Soro, était très clair dans l'une de ses premières déclarations : "*Donnez-nous des cartes d'identité, et nous rendrons nos kalachnikov !*" [10]. Parallèlement, il y'a la question majeure de la gestion du stock d'étrangers installés depuis des décennies en Côte d'Ivoire qui fait de ce pays, une exception dans la sous-région africaine et dans le monde avec un score de 26% de non-nationaux. Elle aussi, non traitée, alimente constamment le dossier de la nationalité avec toutes ses tentacules qui ont pour noms ivoirité, xénophobie et autres. S'agissant particulièrement du foncier, la loi de 1998 interprétée par certains comme spoliant les étrangers des terres occupées depuis des décennies a été très mal appréciée par les communautés étrangères et notamment par leurs gouvernants. De nombreux conflits autochtones-étrangers s'ensuivirent auxquels s'ajoutent ceux entre autochtones et allochtones (migrants nationaux). Dans les accords de Linas-Marcoussis pour le règlement de la crise socio-politique de 2002, ces deux questions figurent en bonne place. Ces sujets d'intérêts majeurs qui ont toujours exacerbé les crises qui secouent depuis plus de deux décennies la Côte d'Ivoire demeurent encore non résolues. S'ils ne

sont pas traités de façon durable, ils se dresseront à coup sûr sur le chemin de la cohésion nationale et de la paix.

Derrière ces facteurs structurants, se trouvent des acteurs qui impulsent une dynamique à ces processus. Mais de tous ceux là, nous voulons mettre l'accent sur deux (02) d'entre eux : la jeunesse et l'armée dans le champ politique.

Le premier s'est positionné comme un acteur central de notre système social en 1990, à l'avènement du multipartisme avec la naissance de la FESCI. De 1990 à 1993, elle va se dresser constamment contre le pouvoir du duo Houphouët-Alassane à travers de longues grèves. Le moyen utilisé est paradoxalement, celui de la violence avec l'assassinat en juin 1991 de l'étudiant Thierry Zébié par des membres de la FESCI qui lui reprochaient d'être à la solde du pouvoir. Elle s'associe dans ce combat au SYNARES et au principal parti d'opposition, le FPI de Laurent Gbagbo. En effet, suite à l'assassinat à coups de gourdin de Thierry Zébié, huit étudiants furent arrêtés et le Premier ministre d'alors, annonça la dissolution immédiate de la FESCI. Laurent Gbagbo, alors dirigeant du FPI et membre du SYNARES, marqua publiquement son soutien au mouvement en déclarant que la FESCI n'avait pas commis de crime [19]. Les six ans de règne du Président Bédié vont être des années de tensions constantes entre le pouvoir et la FESCI. Les deux secrétaires généraux du syndicat à cette période, c'est-à-dire Soro Guillaume et Blé Goudé, ont fait l'expérience de la prison sous le régime. Ce qui a été à la base de multiples et interminables grèves dans l'école quelquefois sanctionnées par des « années blanches » ou des années invalidées. La FESCI, par sa capacité de nuisance du parti au pouvoir va constituer un enjeu de stratégie politique. Lors de son congrès de 1998, deux groupes se forment. D'un côté, les partisans du FPI et de l'autre, ceux du RDR. Les universités ivoiriennes sont devenues des lieux de recrutement de militants pour qui veut contrôler la jeunesse. On y voit transparaître les stratégies des différents partis politiques pour en avoir le contrôle à travers la création des mouvements estudiantins FPI, PDCI, RDR et autres sur les campus [20]. A la survenue de la crise socio-politique en 2002, la FESCI « prend le pouvoir » avec ses deux illustres secrétaires généraux, Soro Guillaume et Blé Goudé, qui dirigent respectivement les forces rebelles du nord et les jeunes patriotes de Laurent Gbagbo. La FESCI implantée en zone gouvernementale est affiliée aux jeunes patriotes de Blé Goudé. Soro Guillaume dévient entre temps, le premier ministre de Gbagbo. Pour les élections présidentielles de 2010, le mouvement estudiantin a déjà choisi son camp. Son secrétaire général d'alors, Mian Augustin, qui recevait le chef de l'Etat Laurent Gbagbo le 24 septembre 2010 au campus de l'université de Cocody à l'occasion de la commémoration des 20 ans de la FESCI tenait ces propos devant ses camarades : *« Je sais que vous aspirez à une école digne. Je sais que vous aspirez à une école libre et responsable. C'est pourquoi, à la veille des élections présidentielles, du haut de cette tribune, je voudrais vous exhorter, je voudrais vous inviter, je voudrais vous*

engager à opérer un choix responsable, à faire le choix de l'avenir, le choix qui sauvera à jamais l'école ivoirienne. C'est-à-dire, voter massivement le 31 octobre 2010 le candidat des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire, le candidat de l'espoir, de l'espérance, de la Côte d'Ivoire, le candidat Laurent Gbagbo » [21]. Durant la crise née des résultats contestés de ces élections, la jeunesse a été très active dans chaque camp. Soro Guillaume qui refuse de cautionner le hold-up électoral de Gbagbo se range aux côtés de Ouattara qui le nomme comme son premier ministre quand Blé Goudé est nommé ministre dans le nouveau gouvernement de Gbagbo. En mars 2011, c'est encore l'ancien secrétaire général de la FESCI, Soro Guillaume, qui au devant de ses troupes rebelles occupent quasiment tout le pays avant la bataille d'Abidjan qui a abouti à la capture de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011.

En somme, depuis leur avènement sur la scène politique en 1990, la FESCI a toujours été un acteur central des différentes crises qu'a connues la Côte d'Ivoire. Tous les secrétaires généraux de la FESCI ont été des acteurs de premier plan de la scène politique en Côte d'Ivoire. La FESCI a été un champ d'expérimentation des stratégies politiques des partis, de la violence politique et finalement de la violence armée avec Soro Guillaume, chef de la rébellion qui a divisé le pays en deux. La FESCI a vu son pouvoir être fortement réduit avec l'avènement du régime Ouattara et le débat qui a eu cours entre temps, sur sa dissolution. L'espace universitaire devrait retrouver sa fonction première qui est de former les cadres, l'élite de demain pour assurer le développement de la Côte d'Ivoire au lieu d'être cet espace fortement politisé où cohabitent études et violence. Mais la tentative de lynchage du Ministre de l'Enseignement supérieur Ibrahim Cissé Bacongo le 13 Mai 2013, et le retour progressif de la violence sur les campus ces derniers mois est là pour nous rappeler que cet acteur structurant de l'espace universitaire et de la scène politique est aux aguets et qu'il pourrait toujours jouer ce rôle perturbateur du système comme l'a fait l'armée.

Muette depuis l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, ce qui nous a valu toute la prospérité économique et la stabilité politique que nous enviaient nos voisins longtemps abonnés aux coups d'Etat, l'armée ivoirienne a parlé depuis le 24 décembre 1999 et elle ne s'est plus tue. Intruse dans le jeu politique à la faveur de la mutinerie rapidement transformée en coup d'Etat qui a eu raison du Président Bédié, l'armée s'est incrustée dans le système Côte d'Ivoire. L'étude prospective Côte d'Ivoire 2025 réalisée en 1993-1994, annonçait un coup d'Etat militaire avec le scénario nommé « le suicide du scorpion » si les tendances du moment qui portaient entre autres sur la faiblesse démocratique et la gestion patrimoniale du pouvoir se poursuivaient. Les gouvernants amusés par l'histoire n'ont pas pris la bonne mesure de ce futur-ible qui se réalisa en 1999 avec le putsch du général Robert Guéi. La transition militaire a par ailleurs été marquée par de nombreuses tentatives de coups d'Etat nées de la division des auteurs

du putsch entre pro-Guéï et pro-Ouattara. Ces derniers seront contraints à l'exil. En 2002, ce sont eux qui, venus du Burkina-Faso, réclament justice face au déficit de démocratie et particulièrement pour tous les torts causés aux populations du nord. L'occupation de la moitié nord du pays va rythmer toute la vie politique jusqu'à leur descente vers le sud pour la bataille d'Abidjan qui a emporté Laurent Gbagbo. Après la chute de ce dernier, ce sont les responsables du mouvement rebelle du nord qui sont aux postes stratégiques de la hiérarchie militaire du pays. Même avec le retour de la paix, les attaques récentes des fronts Est et Ouest montrent clairement que les militaires peuvent à tout moment remettre en cause cette accalmie, surtout avec la présence de nombreux corps habillés proches du régime déchu de Laurent Gbagbo exilés pour la plupart au Ghana. Pour un retour de la quiétude sociale et de la paix, les gouvernants gagneraient à aider la grande muette à rentrer dans les casernes pour s'attacher à sa mission : défendre la patrie en cas d'attaque et non s'immiscer dans le jeu politique comme elle le fait de façon ininterrompue depuis le coup d'Etat de 1999. Toutes ces tendances qui ont rythmé le processus de crispation de la société ivoirienne ont laissé sur l'espace national, des traces des différentes gouvernances entreprises.

6. LES IMPACTS TERRITORIAUX DES CRISES SUCCESSIVES

Les crises de gouvernance qui se sont succédé en Côte d'Ivoire ont déstabilisé la société et accru l'appauvrissement de la population. Ces facteurs alliés à une croissance démographique élevée ont alimenté la spirale de dégradation de l'environnement humain qui porte sur le cadre de vie notamment urbain d'une part et de l'environnement naturel d'autre part.

En effet, l'accentuation de la crise socio-économique conjuguée à la croissance démographique aggravent la dégradation des cadres de vie. La forte pression exercée sur ces espaces urbains provoque une urbanisation, le plus souvent non contrôlée, donnant lieu à un développement illégal et anarchique des habitats non contrôlés. Ainsi en 1994, 70 quartiers précaires occupant 734 ha ont été identifiés à Abidjan. Dans la ville de San-Pédro, cette superficie était d'environ 300 ha. Très souvent, ces quartiers marginaux occupent des zones non-aédificandi, ce qui favorise les inondations et autres glissements naturels constatés durant la période des pluies abondantes [18]. Cette situation de précarisation s'est exacerbée depuis 2002 avec les flux migratoires massif consécutifs aux déplacements des populations vers les grands pôles urbains du sud de la Côte d'Ivoire. Cette tendance s'accompagne d'une occupation anarchique des sols dans nos villes, avec pour corollaire le désordre constaté dans l'ensemble des villes du pays.

Une manifestation de ce désordre urbain est la prolifération des déchets ménagers. En effet, la désorganisation des collectivités territoriales, liée à la crise socio-politique de 2002, que ce soit au Nord ou au Sud du pays a favorisé une élimination

anarchique des ordures, sans grands soucis d'hygiène. Avant la crise militaro-politique de 2002, le taux de collecte des déchets avoisinait 60% et le total collecté pour Abidjan s'élevait à 683 000 tonnes [18]. Mais ce taux a fortement diminué durant la décennie de crise avec la venue d'environ 1 million de déplacés dans la capitale économique ivoirienne. L'environnement naturel n'est pas resté en marge des impacts territoriaux des crises successives. Et dans ce domaine, les éléments de la biodiversité ont été sérieusement affectés par l'absence de l'Etat ou tout au moins, la perte de son autorité.

En dépit de la crise économique qui perdure, le pays connaît un glissement de sa population des zones nord et centre auxquels s'ajoutent des migrants externes vers le sud forestier. Cette situation entraîne une extrême pression sur le patrimoine foncier, principal facteur de production agricole. La lutte pour l'appropriation des terres agricoles brise la confiance et la paix au niveau de la société avec la naissance de nombreux conflits très souvent meurtriers constatés majoritairement dans le sud-ouest (zone de Tabou) et l'Ouest (zone de Duékoué) du pays faisant de ces régions, de véritables territoires de violence.

Par ailleurs, la guerre a favorisé l'exploitation frauduleuse des ressources forestières. 113 forêts classées, couvrant plus de 2 millions d'hectares, et 3 parcs, dont deux tiers du Parc National de la Comoé se sont retrouvés en zone occupée, sans surveillance. Selon des informations concordantes (dont une enquête de la SODEFOR), des filières d'achat du teck étaient basées dans les pays limitrophes. D'autres filières, bien implantées en zone gouvernementale, se livraient également à un pillage systématique des forêts en zone occupée, et ce, avec la complicité de quelques chefs de guerre et de certains agents des forces loyalistes. Devant la recrudescence des saisies de grumes/billes en provenance des zones occupées, le gouvernement a décidé l'interdiction du transport de billes dans des conteneurs et autres enceintes fermées par arrêté ministériel n° 529 du 28 Octobre 2003. La SODEFOR et la Direction de la Protection de la Nature ont estimé les pertes subies en 2002 et 2003 à environ 1,5 milliards de FCFA de pertes en matériel et 8,3 milliards FCFA en recettes de bois des reboisements et de bois d'œuvre [18]. Ce massacre des écosystèmes forestiers s'accompagne aussi de la disparition de la faune caractéristique de cette zone biogéographique. Aujourd'hui, les dégâts sont immenses pour la Côte d'Ivoire qui est un pays à vocation agricole donc tributaire de la forêt. En outre, au regard des exigences internationales en matière de couverture forestière, chaque pays a le devoir de reconstituer une couverture forestière d'au moins 20% de son territoire national. En 1995, ce taux était à 18%. Mais la destruction effrénée du couvert forestier durant les années qui ont suivi donne actuellement au pays environ 10% de préservation [22]. Les impacts sur le climat sont notables avec une accentuation de la déréglementation du cycle des saisons, ce qui n'est pas sans répercussions sur les milieux de vie, l'économie

nationale, les habitudes des populations ; en d'autres termes, sur la société ivoirienne entière.

Les cadres de vie et les patrimoines naturels ont payé un lourd tribut durant les crises successives qui ont secoué le pays. Le territoire national porte encore les signes au sol de ces ruptures sociales. Tous ces phénomènes d'entropie spatiale constatés s'expliquent généralement par une absence totale de régulation et donc de gouvernance, en somme par la crise de l'Etat qui a caractérisé ces années de crise.

7. CONCLUSION

Quelles leçons tirer après deux décennies de crise qui ont affecté toutes les composantes du système Côte d'Ivoire pour construire un avenir souhaité par tous ? C'est tout l'intérêt de cet article qui s'est attachée à la rétrospective des « vingt tumultueuses ». En effet, l'accalmie actuelle ne doit pas faire perdre de vue que l'avenir du pays est encore chargée d'incertitudes car les tendances et les germes de changement qui ont présidé aux crises antérieures sont toujours d'actualité. Il s'agit de la pauvreté encore lancinante, le non règlement des épineuses questions de la nationalité et du foncier et la présence d'une armée non républicaine. Par ailleurs, suite à la crise post-électorale, de nombreux militaires et cadres du régime déchu sont encore en exil. Le tout corroboré par un processus de réconciliation nationale totalement en panne. Bertrand de Jouvenel, l'un des pères de la prospective, indiquait en homme averti que « *l'avenir est caché à celui qui refuse de voir le présent* » [14] car ces signaux-faibles et forts- sont là pour nous alerter et nous emmener à prendre les bonnes décisions qui valent dans le sens de la préservation de cette paix, même précaire. C'est toute la valeur de la prospective, cet outil d'aide à la prise de décision dans un environnement marqué par l'accélération du changement et surtout la turbulence. Nos jeunes Etats qui ont été peu préparés à la démocratie qui semble être source de difficultés contrairement à ce qui a été annoncé, gagneraient à s'approprier cette démarche qui a fait ses preuves dans les pays du nord dits avancés pour voir loin et large afin d'éviter la dictature de la fatalité et la gestion des urgences, véritable obstacle au développement.

8. RÉFÉRENCES

- [1] DAUTRESME O. Pour mémoire : 1960, l'année de l'Afrique, INA, 2010, 63 p.
- [2] OWAYE JF. Le maintien de l'ordre et ses attendus praxéologiques au Gabon (de la fin des années cinquante au début des années soixante). In Le journal des sciences sociales, 2004, pp. 149-160.

-
- [3] ROSNAY JD. Le microscope, vers une vision globale. Le Seuil, rééd. Points essais, n° 80, 1975.
- [4] MÉO GD. L'homme, la société, l'Espace. Economica, Paris, 1991, 319 p.
- [5] GODET M. Prospective stratégique : Problèmes et méthodes. Cahier n°20 du LIPSOR, 2006, 92 p.
- [6] LEYDET D, POURTOIS H. Pluralisme et conflit dans les théories contemporaines de la démocratie. 2005, pp. 71-92.
- [7] KONÉ I. Les facteurs de la crise identitaire en Côte d'Ivoire. In Le journal des sciences sociales, 2004, pp. 161-174.
- [8] KONÉ I. Politiques socio-économiques, processus de règlement des conflits. In Le journal des sciences sociales, 2009, pp. 23-41.
- [9] BABO A. Perceptions du fonctionnement des institutions et démocratie en Côte d'Ivoire, une analyse dans une perspective institutionnaliste. In Le journal des sciences sociales n°6, 2009, pp. 7-22.
- [10] BOUQUET C. La crise ivoirienne par les cartes. In Géoconfluences, 2007.
- [11] BNP. Bilan-Diagnostic des études nationales prospectives antérieures CI 2000, CI 2010, CI 2025. Rapport de synthèse, 2008, 93 p.
- [12] CHALÉARD JL. La Côte d'Ivoire éclatée. In Géopolitique africaine, n°9, 2002.
- [13] KPATINDÉ F. Le coup d'Etat de Noël à Abidjan : le film des événements. In hors série n°2 Jeune Afrique, www.jeuneafrique.com, 2000.
- [14] BATTLE A. La prospective, un produit français. In Les travailleurs du futur, Paris, Seghers, Collection Les visages de l'avenir, 1986, pp. 79-87.
- [15] KPATINDÉ F. Qui était Robert Gueï ? In hors série n° 2 Jeune Afrique, www.jeuneafrique.com, 2000.
- [16] BOURGI A. Bédié, la chute : le roi était nu. In hors série n°2, www.jeuneafrique.com, 2000.
- [17] RCI. Plan National de Développement 2012-2015, Tome 1 : Résumé analytique. 2011, 50 p.
- [18] AGRIFOR CONSULT. Profil environnemental de la Côte d'Ivoire. 2006, 128 p.
- [19] HUMAN RIGHT WATCH. Le militantisme étudiant dans les années 1990 ; de la clandestinité au schisme politique. <http://hrw.org/french/backgrounder/2008>.
- [20] GOIN B.Z.T. "Déchainer" les libertés académiques en Côte d'Ivoire une responsabilité des universitaires. 2010, pp. 1-11.
- [21] KPODION H. Campagne électorale : La FESCI s'engage pour Gbagbo. In L'Inter du 25 Septembre, 2010.
- [22] GONEDELÉ B.S. Ce que cachent les opérations de déguerpissement. Interview réalisé dans le quotidien L'Inter du mardi 16 Juillet, 2013, p. 12.